

Des millions de personnes en danger

Le phénomène des changements climatiques repose sur une injustice fondamentale, à savoir que ses conséquences les plus immédiates et les plus graves sont tout d'abord ressenties par les populations pauvres du monde en développement : sécheresse en Afrique sub-saharienne, inondations en Chine et en Inde...

Au niveau mondial, le nombre des personnes affectées par des conditions climatiques extrêmes et d'autres catastrophes naturelles a quasiment triplé au cours des deux dernières décennies. Les personnes les plus vulnérables et celles ayant le moins les moyens de faire face sont les premières victimes. Les responsables de ce phénomène sont pourtant ailleurs, dans les pays riches de l'OCDE en premier lieu mais de plus en plus également dans les pays à l'industrialisation rapide.

Définir le risque

L'échelle des risques s'est accrue à chaque nouveau rapport d'évaluation – le premier a été publié en 1990 – du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les résultats des études d'impact repris dans le Troisième rapport d'évaluation du GIEC¹ font apparaître un risque grave pour des centaines de millions de personnes du fait des perturbations du climat à venir. Selon différents scénarios, un nombre de plus en plus important de personnes devraient être victimes de pénuries d'eau, de la malaria, de la faim et des inondations à proximité des côtes. Le nombre des habitants de la planète qui devraient être affectés d'ici 2050 est particulièrement alarmant. Il l'est encore davantage à partir de 2080. Le Quatrième rapport d'évaluation contiendra d'autres chiffres et un certain nombre de problématiques nouvelles mais le tableau d'ensemble demeure le même : plus les températures augmentent et plus le risque est élevé.

Bien que ces chiffres puissent évoluer en fonction des données socio-économiques de base définies en matière de développement, trois principaux messages doivent être retenus :

1. Si aucune mesure n'est prise pour lutter contre les changements climatiques, celui-ci entraînera des conséquences humaines absolument inacceptables ;
2. D'énormes bénéfices pourraient être obtenus d'un maintien de l'augmentation globale des températures en dessous de 2°C ;
3. Une politique volontariste de réduction des émissions de gaz à effet de serre est nécessaire pour maintenir le dérèglement climatique dans des proportions supportables pour l'homme.

Un degré substantiel de « changements climatiques dangereux » existe déjà et un degré supplémentaire ne pourra être évité. L'objectif des politiques doit être à la fois de minimiser les dégâts et de procurer les moyens aux populations les plus vulnérables de s'adapter.

¹ Les principales données du Troisième rapport d'évaluation du GIEC sont reprises dans l'ouvrage de Parry, M., et al, intitulé "Millions at Risk" (Global Environment Change 11:3(2001): 1-3), et disponible à l'adresse : <http://www.cru.uea.ac.uk/tiempo/floor0/archive/issue4445/t4445a7.htm>

Les conséquences humaines et économiques

De nombreuses discussions ont eu lieu quant aux bénéfices et aux coûts à attendre de politiques d'atténuation des perturbations du climat d'un côté et d'adaptation à ces perturbations de l'autre. Parmi les grands pays émetteurs de gaz à effets de serre, certains font valoir que la réduction des niveaux d'émissions de ces gaz dictées par les découvertes scientifiques de l'atténuation du dérèglement climatique entraînerait des coûts trop élevés. Les effets économiques que provoqueraient les bouleversements majeurs de l'agriculture au niveau mondial, les sécheresses, les inondations – celles des zones côtières notamment –, les incendies de forêt et la prolifération des maladies à transmission vectorielle seraient pourtant considérables. Ils seraient notamment aggravés par les millions de réfugiés qui fuiraient des zones côtières inondées et des terres qui ne pourraient plus leur permettre de survivre.

Selon le rapport Stern commandé par le gouvernement britannique sur l'« *économie des changements climatiques* »² et publié en octobre 2006, les coûts et les risques du dérèglement climatique pourraient représenter une perte d'au moins 5% du PIB mondial chaque année, ce dès à présent et indéfiniment, si les mesures nécessaires ne sont pas prises. Ce taux pourrait atteindre 20% si l'on se base sur un éventail plus large de risques et d'impacts. En revanche, le coût de l'action – diminution des émissions de gaz à effets de serre afin d'éviter les pires retombées en matière de dérèglement climatique – serait limité à environ 1% du PIB mondial chaque année.

Les mesures d'adaptation, indispensables selon le rapport Stern, devraient être accélérées, en particulier dans les pays en développement. De nombreuses possibilités d'adaptation, dont les bénéfices à attendre sont supérieurs au coût qu'elles représentent, sont présentées dans les études publiées. Or, plus les températures augmenteront plus le coût de telles adaptations sera élevé.

Le développement durable ?

Tandis que la communauté internationale dresse actuellement le constat de son incapacité, à ce jour, à avancer dans la mise en œuvre des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), une nouvelle conscience émerge de ce que le dérèglement climatique constitue l'une des principales menaces pour le développement durable. Des financements massifs supplémentaires sont requis pour faire face aux besoins croissants en matière de préparation aux catastrophes naturelles, de plus en plus nombreuses du fait des perturbations du climat. Une évaluation globale du coût des dommages occasionnés par rapport à celui des mesures d'adaptation aux changements climatiques est nécessaire. Les gouvernements doivent en outre réaffirmer leurs engagements en matière de mise en œuvre des ODM et de lutte contre les dangereuses perturbations du climat. Ces deux objectifs sont devenus indissociables.

Du fait du dérèglement climatique, le genre humain est confronté à des enjeux sans précédent. Une coopération au niveau mondial sur plusieurs décennies puis sur plusieurs siècles et des mesures définies sur la base d'une connaissance approfondie des effets à très long terme du dérèglement climatique sont nécessaires pour faire face à ce phénomène planétaire.. Les mesures à envisager sont les suivantes :

² «Stern Review on the Economics of Climate Change», disponible à l'adresse : http://www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/independent_reviews_index.cfm

- opérer une transformation radicale de notre système énergétique : une nouvelle révolution énergétique³ est nécessaire en vue de parvenir à une économie nécessitant de faibles ressources carbonées ;
- des dépenses massives devront être engagées pour nous adapter aux changements que nous avons nous-mêmes rendu nécessaires par l'utilisation immodérée de notre « budget de carbone » au cours du siècle et demi écoulé ;
- procurer aux populations les plus exposées au dérèglement climatique du monde en développement – des populations qui ne sont pourtant pas responsables de ce phénomène – les moyens de se développer de manière soutenable et assurer un partage équitable des ressources de la planète dans les limites de ce qu'elle peut nous offrir.

...autant d'efforts qui devront être entrepris simultanément.

Le dérèglement climatique est une menace pour nous tous, au Nord comme au Sud. L'ensemble des gouvernements et des secteurs de la société devront réaffirmer leur engagement en faveur d'un développement durable pour qu'une réponse efficace puisse être apportée en termes d'atténuation des effets du dérèglement climatique, un phénomène dont le Nord porte la responsabilité principale et historique, et d'adaptation à ses conséquences.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Stephanie Tunmore, Greenpeace International, +44 77 969 474 51.

³ "Energy (r)evolution: A Sustainable World Energy Outlook", European Renewable Energy Council et Greenpeace. Disponible en ligne à l'adresse : <http://www.energyblueprint.info/>